

Pour financer les retraites dégraissions le Capital

Alors que le monde du travail est traversé par des vagues de licenciements, de privatisations et de délocalisations, le gouvernement nous incite à nous « serrer la ceinture », notamment en remettant en cause nos retraites. Il est grand temps d'inverser la vapeur en engageant le combat avec le patronat et la droite.

Une attaque frontale contre les retraites par répartition

Que ce soit l'UMP, le PS ou les Verts, tous s'accordent pour dire que l'allongement de la durée de vie doit être suivi d'un allongement de la durée de cotisation aux retraites. Ils ne discutent que de la forme que doit prendre cet allongement. Or, qu'on choisisse d'allonger la durée de cotisation ou de retarder l'âge du départ, les conséquences seront les mêmes. Beaucoup de salarié-e-s, en particulier les femmes, n'arrivent déjà pas à cotiser 40 ans et doivent partir tard ou avec une retraite incomplète. Ce système se généraliserait avec l'allongement de la durée de cotisation et à terme, seule une partie des salarié-e-s pourront compléter leur retraite avec des fonds de pension privés. L'allongement de la durée de cotisation constitue donc bel et bien une remise en cause du système par répartition.

Relevons la tête

Pourtant, d'autres solutions sont possibles. Il y a aujourd'hui bien plus de richesses qu'au moment de la création des retraites en 1947. Le vrai problème qu'aucun politicard n'aborde, c'est la répartition de ces richesses. On pourrait très bien aujourd'hui réduire le temps de travail, réduire la durée de cotisation

et augmenter les salaires et les retraites. Mais pour cela, il faut s'attaquer aux revenus du capital.

Le patronat et le gouvernement n'hésitent pas, eux, à s'attaquer aux revenus du travail. Alors qu'ils sont pleinement responsables de la crise, ils font le choix de la faire payer aux classes populaires. La situation est déjà très difficile pour les travailleuses et les travailleurs : les licenciements, les restructurations multiples dans le public comme dans le privé, l'augmentation de la précarité causent une souffrance au travail de plus en plus grande. Pourtant, ça n'empêche pas patronat et gouvernement d'exiger que nous bossions plus longtemps pour eux.

La situation est la même partout dans le monde. En Grèce, ils n'hésitent plus à diminuer les retraites et les salaires et à virer des fonctionnaires. C'est ce qui nous attend si nous ne relevons pas la tête pour dire stop, pour faire cracher le capital, pour imposer une autre répartition des richesses et une autre organisation de la société.

Notre arme, c'est la grève

Pour organiser la mobilisation, nous savons sur qui compter ou pas. Le PS et

ses sous-fifres ont déjà capitulé. La CFDT est pour une réforme allégée, comme en 2003. La direction de la CGT refuse d'envisager une intersyndicale sans la CFDT, donc refuse une intersyndicale qui se batte contre la réforme.

Il est vain d'attendre que les directions syndicales engagent une véritable mobilisation. Nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes pour engager cette lutte. Nous sommes nombreux-ses à ne pas nous résigner, alors regroupons-nous ! Dès maintenant, il faut rassembler des intersyndicales de lutte et des assemblées générales dans chaque entreprise, des comités de défense des retraites dans chaque quartier pour organiser la riposte.

Les élections régionales ont montré que le gouvernement était affaibli et n'a plus le soutien qu'il avait après l'élection de Sarkozy. Nous pouvons le faire reculer. Et une victoire d'ampleur changerait complètement la donne après la série de défaites que nous avons encaissées ces dernières années. Si nous gagnons, cela montrerait que l'action collective a un sens, que la redistribution des richesses est possible, qu'il ne faut pas se résigner.



Le mensuel disponible en kiosque

- Je souhaite prendre contact avec Alternative libertaire.
 Je souhaite recevoir des informations sur les Ami-e-s d'AL
 Je souhaite adhérer à Alternative libertaire.

Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du mensuel AL

Je m'abonne à *Alternative libertaire*

(20 euros pour un an, 15 euros pour lycéen-nes, étudiant-es, chômeuses/eurs et précaires, chèque à l'ordre d'Alternative libertaire).

NOM..... PRÉNOM.....

TÉL. E-MAIL

ADRESSE.....

Alternative libertaire

BP 295

75921 Paris Cedex 19

contacts@alternativelibertaire.org

www.alternativelibertaire.org

19 mars 2010